



CONVENTION
entre
la VILLE de ROUEN
et

la SOCIETE ANONYME d'HABITATIONS à LOYER MODERE
QUEVILLY HABITAT

Entre les soussignés :

La Ville de ROUEN représentée par Mme JEANDET-MENGUAL, Adjointe au Maire, en vertu d'un arrêté de délégation de M. le Maire de ROUEN en date du 22 novembre 2012 et d'une délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2013,

D'une part,

Et :

La Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré Quevilly Habitat représentée par M. Philippe BERARD, Président et Directeur Général de ladite société, dont le siège social est situé 76123 Grand Quevilly, 93 avenue des Provinces, agissant en exécution d'une délibération de son Conseil d'Administration en date du 11 mai 2011,

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

- EXPOSE -

Article 1.-

La Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré (S.A. d'H.L.M) Quevilly Habitat a obtenu de la Ville de ROUEN, par délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2013, la garantie à hauteur de 40 % d'un Prêt Libre complémentaire au Prêt Locatif Social complémentaire de 500.000 € contracté du Crédit Agricole afin de financer l'acquisition de 18 des 65 logements sociaux, à l'angle de la rue Saint-Julien et de la rue Chanzy à ROUEN.

Cet emprunt a les caractéristiques suivantes :

Prêt Locatif Social :

- montant du prêt : 500.000 €,
- montant de la garantie municipale : 200.000 €,
- durée totale du prêt : 15 ans,
- échéances : trimestrielles,
- différé d'amortissement : non,
- taux annuel d'intérêt fixe : 3,72 %,
- frais de dossier : 350 €,

La garantie de la Ville est accordée pour la durée totale du prêt. La délibération du 6 avril 2012 par laquelle la Ville accorde sa garantie à hauteur de 40% d'un ensemble de prêts d'un montant de 7.500.000 € ayant déjà prévu de réserver 20 % des logements au contingent de la Ville de Rouen, soit 13 logements, il n'y a pas lieu de solliciter de contrepartie supplémentaire.

Article 2.-

Les opérations poursuivies par la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat tant au moyen de ses ressources propres que des emprunts qu'elle a déjà réalisés avec la garantie de la Ville de Rouen ou qu'elle réalisera avec cette garantie, donneront lieu à la fin de chaque année à l'établissement, par la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat, d'un compte de gestion en recettes et dépenses, faisant ressortir pour ladite année, et par opération, le résultat propre à l'exploitation de l'ensemble des immeubles appartenant à la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat, qui devra être adressé à Mme le Maire de la Ville de Rouen au plus tard le 30 juin de l'année suivante.

Article 3.-

Le compte de gestion défini à l'article ci-dessus comprendra :

Au crédit : les recettes de toutes natures, auxquelles aura donné lieu la gestion des immeubles et installations appartenant à la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat,

Au débit : l'ensemble des dépenses auxquelles aura donné lieu ladite gestion, notamment les frais d'administration et gestion, les charges d'entretien, de réparation, de gardiennage, les impôts, les taxes, les charges d'intérêts et d'amortissements afférentes aux emprunts contractés pour la construction des dits immeubles et installations.

A ce compte de gestion devront être joints les états ci-après :

- un état détaillé des frais généraux,
- un état détaillé des créanciers divers faisant apparaître les sommes qui pourraient rester dues aux établissements prêteurs sur les charges d'intérêts et d'amortissement d'emprunts contractés,
- un état détaillé des débiteurs divers faisant ressortir les loyers non payés.

Article 4.-

Si le compte, ainsi établi, est excédentaire, cet excédent sera utilisé jusqu'à due concurrence, et, dans le cas où la garantie communale aurait déjà joué, à l'amortissement de la dette contractée par la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat vis-à-vis de la Ville de ROUEN et figurant au compte d'avance ouvert suivant les conditions prévues ci-après.

Si le compte d'avances susvisé ne fait apparaître aucune dette de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat, le solde excédentaire du compte de trésorerie sera employé conformément aux statuts de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat.

Au cas où elle se trouverait dans l'impossibilité de faire face, à tout ou partie des échéances, la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat s'engage à prévenir Mme le Maire de ROUEN deux mois à l'avance et à lui demander de les régler, en ses lieu et place.

Ce règlement constituera la Ville de ROUEN créancière de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat.

Article 5.-

Un compte relevant les avances effectuées par la commune sera ouvert dans les écritures de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat.

Il comportera :

- au débit, le montant des versements effectués par la Ville de ROUEN, en vertu de l'article 3, majoré des intérêts supportés par celle-ci, si elle a dû faire face à ces avances au moyen de fonds d'emprunt,
- au crédit, le montant des remboursements effectués par la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat. Le solde constituera la dette de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat vis-à-vis de la Ville de ROUEN.

Article 6.-

La S.A d'H.L.M. Quevilly Habitat, sur simple demande de Mme le Maire, devra fournir à l'appui du compte et des états visés à l'article 3, toutes justifications utiles.

Elle devra permettre, à toute époque, aux Agents désignés par Mme le Maire, de contrôler le fonctionnement de la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat, d'effectuer la vérification de sa Caisse ainsi que ses livres de comptabilité et, d'une manière générale, de s'assurer de la parfaite régularité de toutes ses opérations.

Article 7.-

L'application de la présente convention se poursuivra jusqu'à l'expiration de la période d'amortissement des emprunts déjà contractés ou à contracter avec la garantie de la Ville.

A l'expiration de la dite Convention, et si le compte d'avances communales n'est pas soldé, les dispositions des articles 1, 2, 3 (paragraphe 1), 4 et 5 resteront en vigueur jusqu'à l'extinction de la créance de la Ville.

Les sommes qui seraient éventuellement payées par la Ville de ROUEN constitueraient, pour la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat, des avances sans intérêt qui devront être remboursées dans un délai de deux ans, éventuellement renouvelable, sur proposition du maire, après avis du Conseil Municipal.

La S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat aura la faculté de rembourser les avances de la Ville par anticipation à toute époque et sans indemnité.

Article 8.-

Les parties cocontractantes conviennent de mettre en oeuvre tous les moyens dont elles disposent pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir dans l'appréciation de cette convention. Si toutefois un différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il serait soumis au Tribunal Administratif de Rouen.

Article 9.-

La présente Convention, établie en cinq exemplaires, entrera en vigueur dès la signature des Contrats de Prêts.

FAIT à ROUEN, le

Pour la S.A. d'H.L.M. Quevilly Habitat

Pour la Ville de ROUEN
par délégation

M. Philippe BERARD
Président Directeur Général

Mme Emmanuèle JEANDET-MENGUAL
Adjointe au Maire